

<https://www.pressegauche.org/Qu-est-ce-qui-souleve-la-jeunesse-tunisienne>



Qu'est-ce qui soulève la jeunesse tunisienne ?

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 9 février 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Onze ans après le rêve brisé de Mohamed Bouazizi, les jeunes tunisiens continuent à être sacrifiés sur l'autel de politiques erratiques que la pandémie est venue exaspérer. Alors que le gouvernement réagit à la catastrophe par la coercition, « les enfants de la révolution » réinventent le courage de désobéir.

Tiré du [blogue de l'auteure](#).

Depuis la mi-janvier, des centaines de jeunes enchainent les [manifestations](#) contre le gouvernement. Même Wadii Jelassi le jeune homme à la [cage à oiseau](#), immortalisé par les photographes, a encore pris la rue. À croire que c'est le remake d'un certain 14 janvier 2011. D'ailleurs l'étincelle est partie de Siliana, une région abandonnée par le pouvoir central comme Sidi Bouzid, après qu'une vidéo où un policier humilie un berger ait circulé sur le web.

Sauf que cette fois, il y a une convergence des luttes en prime et un art de la résistance qui s'expose dans les slogans, les poses, les déguisements et les couleurs de peinture jetées sur les boucliers des policiers.

C'est la révolution des couleurs contre l'uniformité monochrome ambiante.

En ces temps où le secteur de la culture est à l'arrêt, ces manifestations prennent l'allure d'une performance, l'expression conflictuelle de ce qui cloche dans le système, le ras-le-bol d'un confinement qui tourne à la dèche.

Voici venu le moment de « la mauvaise génération » (en arabe 'D,JD 'D.7#), un collectif qui emprunte son nom à l'opus du groupe de rock américain FEVER 333 « You fucked with the wrong generation », dont le mouvement Black Live Matters fera un de ses slogans.

Ces jeunes s'illustrent sur leur page facebook avec un logo antifa, des mots d'ordre comme « sous les pavés la rage » et des affichettes rappelant la perte de camarades tunisiens et égyptiens disparus ou emprisonnés.

Icône de la révolution tunisienne, la blogueuse et activiste Lina Ben M'henni, disparue en janvier 2020, n'a pas été oubliée. Le collectif féministe Falgatna (y en a marre en arabe tunisien) lui rend également hommage, lui promettant de « continuer la résistance contre l'oppression », elle qui avait prédit en 2011 que « les enfants de la révolution » (les 10-15 ans) seront « meilleurs que les générations qui les ont précédés, qu'ils ne pardonneront pas et reprendront la lutte avec des moyens nouveaux, audacieux et intersectionnels ».

Des [Ultras](#) se sont joints à la contestation. « Nous sommes le virage, nous sommes la rue, nous sommes la révolution », écrit l'un d'eux dans un post facebook.

L'occasion de rappeler que les heurts avec la police dans les stades avaient « préfiguré l'éclatement de la [révolution de 2010](#) ». Le 9 janvier dernier, l'arrestation de centaines de supporters d'un club de football dont des mineurs a enflammé la toile réveillant de [mauvais souvenirs](#).

Une synchronisation spontanée se crée entre les jeunes des régions et les jeunes de la capitale. La manifestation du 26 janvier part de la cité [Ettadhamen](#), ce quartier populaire où ont grandi « les exclus de la transition démocratique ».

Qu'est-ce qui soulève la jeunesse tunisienne ?

Ne nous laissons pas tromper par cette « grande variété de formes discrètes de résistance » que le politiste anarchiste américain James C. Scott nomme « infrapolitique des dominés ». Cette génération a une formidable conscience historique rétrospective.

Dans l'une des manifestations, une jeune fille brandit un slogan « les enfants de la révolution se révoltent contre vous ». Une autre à Sfax a écrit sur son carton "le gouvernement est le vrai virus". Héritière de [Takriz](#) et de [Manich Msameh](#), « la mauvaise génération » est « la génération qui dit non » à un avenir confisqué, qui dénonce la continuité des codes conformistes, la corruption, l'incurie des gouvernants, les abus policiers et le mépris pour la Constitution. Une force qui s'insinue dans la brèche de l'impouvoir.

Il faudra désormais compter avec elle et le mouvement social qu'elle enclenche.

Dans son dernier livre « Consequences of capitalism : manufacturing discontent and resistance », Noam Chomsky analyse les retombées de la pandémie qui, d'un côté, a renforcé les liens étroits entre le militarisme et le capitalisme, lâchant la bride aux régimes autoritaires, à travers le monde, pour faire de la crise une couverture pour la répression, une surveillance accrue et une réduction des libertés civiles. Et de l'autre, elle a révélé des mouvements sociaux importants, tant établis qu'émergents, travaillant à un changement positif. Pour l'intellectuel américain, le Covid-19 est à la fois une crise et une opportunité. Si ces mouvements s'inscrivent dans le système politique, ils aideront à façonner le paysage post-pandémique, espère-t-il.

Pendant ce temps, les représentants du peuple tunisien se donnent en spectacle, dont la dernière performance en date est celle d'un député d'Ennahdha empêchant le cameraman de la télévision publique de filmer dans l'hémicycle.

Alors que la police fait son show en retrouvant des réflexes qui ont fait les beaux jours du dictateur déchu. Gazage du cortège funèbre de Haykel Rachdi, un jeune manifestant de Sbeitla qui a succombé lui-même à une bombe lacrymogène, enlèvement dans un taxi de militants de l'Uget (Union générale des étudiants tunisiens), dénonciation auprès des familles de membres de la communauté LGBT et harcèlement des activistes sur les réseaux sociaux.

La militante et syndicaliste Jawaher Channa, en grève de la faim il y a quelques semaines avec un collectif de blessés de la révolution, s'indigne que la police soit allée jusqu'à insulter son père au téléphone. A Sfax, Rima Ben Ameer, membre de la section LTDH (Ligue tunisienne des droits humains), est agressée par la police, alors qu'elle se tenait devant le tribunal pour assister au procès de jeunes manifestants.

Pour couronner le tout, voilà qu'en plein Covid19, le gouvernement importe de France du [matériel répressif](#) en perspective du pire.

Sur une de ses nombreuses pages de propagande Facebook, la police se vante avec ses nouveaux joujoux en postant des photos, capturées avec un drone, d'un jeune couple qui s'embrasse ; témoignant, s'il en faut, des poussées réactionnaires de l'institution chargée de l'ordre public.

Pour les manifestants, faire de la pandémie une excuse pour le retour à l'oppression ne tient plus. La manifestation du 30 janvier lance le slogan « Non au retour de la répression et à l'Etat de la police et des milices, non à la militarisation du pays ».

Des voix se lèvent pour mettre à l'index l'impunité des syndicats de police et leur instrumentalisation par les partis politiques.

Qu'est-ce qui soulève la jeunesse tunisienne ?

Mais que dire alors de la Justice et de l'appréciation des juges ?

Encore tout récemment, malgré la réforme de la [loi 52](#) relative à la consommation de stupéfiants, trois jeunes ont écopé de 30 ans de prison pour avoir fumé un joint dans un stade délabré. En plus de la peine additionnelle de 10 ans pour consommation et possession, ils ont été condamnés sur la base de l'article 11 de cette même loi promulguée sous la dictature. Un jugement absurde qui en dit long sur les rapports viciés entre les jeunes et la Justice.

Et on se souvient des propos de [Adnen Meddeb](#), militant et cinéaste ravi à la fleur de l'âge, sur le combat mené par les jeunes contre « un système de corruption » et « une mentalité répressive » qui perdure.

« Dans la rue, chaque jeune sait qu'il va affronter les mêmes pratiques. S'il est arrêté, il n'aura pas le droit d'avoir un avocat ni d'alerter sa famille, il va être insulté et humilié, ça c'est banal, et l'accusation que le policier va te coller fera preuve. C'est une mentalité autoritaire difficile à combattre parce qu'il y a une politique de l'impunité. Cette politique consacre l'injustice et les agressions. On le sait, le jeune fume non pas pour des raisons sociales, mais pour survivre. Le seul moment où il ne pense pas à ses problèmes, c'est quand il fume un joint dans le quartier et rigole avec ses copains. Un an de prison, ce que j'appelle moi un "B52", c'est quoi ? D'abord que t'as un casier judiciaire dans ton B3, qu'après la prison, tu vas être voué au chômage et devenir un poids pour sa famille, tu seras habité par une énorme rancune parce que la prison tunisienne t'inocule la violence. La prison, ce n'est pas être enfermé dans une cellule, c'est un agent de police qui te menace, t'insulte ou insulte ta mère sans que tu puisses lui répondre. Tu en sors rempli de violence et de frustration », nous confiait-il quelques semaines avant sa mort.

« Les prisons sont-elles obsolètes ? » se demandait, il y a deux décennies, Angela Davis.

Elles le sont assurément, quand on sait que ce lieu de réhabilitation est devenu un fourre-tout où « sont déposés les êtres indésirables afin de se soulager de la responsabilité de penser aux vrais problèmes qui les affectent ».

Pour beaucoup de Tunisiens, c'est tout le pays qui est devenu une prison à ciel ouvert. Le politologue [Hamza Meddeb](#) estime, lui, que « le système enchaîne les jeunes à la marge » en les maintenant « dans une forme de subalternité sociale. Ils sont les derniers arrivés sur le marché du travail, ce qui les exclut de la sécurité économique. Si, en plus, tu viens de Metlaoui, de Tataouine ou de Kasserine, que l'État ne veut pas ou ne peut pas embaucher, que tu n'as que l'informel comme voie et- on n'entre pas dans l'informel comme ça -, il y a de quoi être en colère. »

Une colère qui gronde et enfle au fil des drames traités comme des faits divers par les médias et vite reléguées aux oubliettes par les autorités.

S'ils ne se radicalisent pas, les jeunes tunisiens périssent en mer, succombent à la torture ou aux bombes lacrymogènes, sont jetés en prison pour un baiser, un gain au noir qui leur aurait permis de vivre, une indignation exprimée sur les réseaux sociaux ou tout simplement parce qu'ils se sont défendus face à un contrôle abusif de la police. Sans compter qu'avec le confinement prolongé, la violence économique et politique a atteint des sommets, surtout contre les femmes qui peinent à se faire justice.

Entre deuil et perte, les enfants de la révolution ne voient pas le bout du tunnel. Et pourtant, « n'est-il pas vrai que perdre nous soulève après que la perte nous a terrassés ? N'est-il pas vrai que perdre nous fait désirer après que le deuil nous a immobilisés ? ». S'il y a un avenir après la pandémie, il sera à eux. Tout ce qui leur reste à faire c'est désobéir, car « désobéir, c'est désirer » dit le philosophe Georges Didi-Huberman.